

Préfecture de la Savoie

Demande d'autorisation d'installation classée pour la protection de l'environnement (I.C.P.E.)

Société SAS GranulatsVicat
Carrière de Calypso à Montricher-Albanne et Saint-Martin-la-Porte

Demande d'autorisation d'exploitation et d'extension de carrière

Enquête publique
du 20 septembre au 22 octobre 2021

Rapport du commissaire-enquêteur

Sommaire

Chapitre 1 - Généralités et objet de l'enquête
Chapitre 2 - Préparation de l'enquête
Chapitre 3 - Déroulement de l'enquête
Chapitre 4 - Compte-rendu et examen des observations
Chapitre 5 - Examen du mémoire en réponse du demandeur
Chapitre 6 - Synthèse des observations et réponses

Chapitre 1 - Généralités et objet de l'enquête

La société SAS GRANULATS VICAT a déposé une demande le 23 mars 2017, complétée en 2021, aux fins d'obtenir l'autorisation d'exploitation et d'extension de la carrière dite de Calypso située sur le territoire des communes de Montricher-Albanne et de Saint-Martin-la-Porte.

Cette carrière de roche calcaire massive a été exploitée depuis 1950 pour la production de chaux industrielle ; le dernier arrêté d'autorisation courrait de 1996 à 2011 pour la production de granulats pour un tonnage annuel de 300 000 T.

La demande objet de l'enquête publique porte sur :

- l'exploitation de roche massive sur une surface de 9,5 ha au rythme moyen de 100 000 T/an (150 000 T/an maxi) sur 30 ans mais pouvant être porté à 500 000 T/an (800 000 T/an maxi) en cas de demandes exceptionnelles sur les 15 premières années,
- l'installation de traitement des matériaux d'une puissance de 3480 kW maximum,
- l'installation d'une station de transit de matériaux et déchets minéraux inertes non dangereux sur une superficie inférieure à 3 ha.

Au total, la demande porte sur une superficie de 24,2 ha.

La demande relève des rubriques :

- 2510-1 « exploitation de carrière »,
- et 2515-1 « broyage, concassage....de pierre... » d'une puissance supérieure au seuil de 550 kW,

nécessitant une autorisation de l'État dans le cadre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (I.C.P.E.).

Cette autorisation ne pouvant être délivrée qu'après enquête publique conformément aux textes en vigueur et notamment au code de l'environnement et au décret n° 77-1133, c'est dans ce cadre qu'est réalisée la présente enquête publique.

Chapitre 2 - Préparation de l'enquête

Suite à ma désignation comme commissaire enquêteur par décision du président du tribunal administratif de Grenoble du 5 mai 2021, j'ai pris contact avec les services de la Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (D.D.E.T.S.P.P.) de la Préfecture de la Savoie (Mme Ravoux) afin de prendre connaissance du dossier et ayant considéré sa teneur, de définir les modalités pratiques de la tenue de l'enquête publique.

L'enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral du 23 août 2021 qui précise notamment qu'elle se tiendra du 20 septembre au 22 octobre 2021 en mairies de Montricher-Albanne et Saint-Martin-La-Porte où le dossier sera mis à la disposition du public ainsi qu'un registre où pourront être consignées les observations. Le dossier sera également consultable sur le site internet de la préfecture où un registre numérique sera ouvert.

La zone concernée par l'enquête publique étant le territoire touché dans un rayon de 3 km autour de l'installation, cinq communes sont concernées en plus des communes sièges de l'installation, ce sont les communes de Saint-julien-Montdenis, Saint-Martin-d'Arc, Saint-Michel-de-Maurienne, Valloire et Valmeinier.

Les mesures de publicités prévues sont les suivantes :

- Affichage de l'avis d'enquête avant le 4 septembre 2021 et pendant toute la durée de l'enquête dans les mairies des sept communes concernées, ainsi qu'au voisinage de l'installation et dans un rayon de trois kilomètres de manière à assurer une bonne information du public,
- Annonce de la tenue de l'enquête dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département de la Savoie avant le 4 septembre 2021 et rappelée dans les huit premiers jours de l'enquête,
- Publication de l'avis d'enquête, du dossier de demande d'autorisation d'exploitation et d'extension de la carrière ainsi que du dossier de demande de défrichement qui seront publiés sur le site internet de la Préfecture de la Savoie dans les mêmes délais.

Ces mesures ont été réalisées conformément à l'arrêté en ce qui concerne l'affichage en mairies et à proximité de l'installation ainsi qu'en ce qui concerne l'annonce dans les journaux et la publication internet.

J'ai contacté la société SAS GRANULATS VICAT afin de visiter le site de la carrière. J'ai pu effectué cette visite dans de bonnes conditions et après un exposé sur le contexte et le projet de carrière et de traitement des matériaux par M. Cobessi, responsable d'exploitation, j'ai fait une visite complète de la carrière telle qu'elle est à l'heure actuelle (carreau inférieur, et carreau supérieur dont l'accès se fait par une piste forestière depuis Albanette).

Le dossier consultable en mairie et sur le site internet de la préfecture était composé comme suit:

1. le résumé non technique de l'étude d'impact (57 pages) + compléments (10 pages),
2. la lettre de demande d'exploitation et d'extension (101 pages + 10 annexes),
3. l'étude d'impact (542 pages) + le plan de surveillance des retombées de poussières (8 pages) + le plan de gestion des déchets inertes (11 pages) + le volet écologique (189 pages) + le volet paysager (53 pages format A3) + l'étude des incidences sur les eaux du projet de remblaiement (111 pages),
4. l'étude de dangers (67 pages),
5. le résumé non technique de l'étude de dangers (21 pages),
6. la notice d'hygiène et de sécurité (21 pages),
7. l'avis de l'autorité environnementale,
8. le mémoire en réponse aux remarques formulées par l'autorité environnementale.

Parallèlement à l'enquête publique relative à la demande d'exploitation et d'extension de la carrière de Calypso, la société SAS GRANULATS VICAT a déposé une demande de défrichement qui doit faire l'objet d'une participation du public par voie électronique, le dossier relatif à cette demande de défrichement était également consultable par le public dans les mairies de Montricher-Albanne et Saint-Martin-la-Porte.

Chapitre 3 - Déroulement de l'enquête

L'enquête publique s'est déroulée comme stipulé dans l'arrêté préfectoral du 23 août 2021, du lundi 20 septembre au vendredi 22 octobre 2021.

Le dossier accompagné de l'avis de l'autorité environnementale et du dossier de demande de défrichement était à la disposition du public en mairie de Montricher-Albanne et Saint-Martin-la-Porte ainsi que les registres d'enquête paraphés par mes soins. Il était également consultable sur le site de la préfecture ainsi qu'une boîte de réception de courriels destinée à recevoir les observations envoyées par internet.

J'ai tenu les cinq permanences prévues soit :

en mairie de Montricher-Albanne:

- le mercredi 29 septembre 2021 de 8h30 à 11h30,
- le jeudi 14 octobre 2021 de 14h00 à 17h00,

en mairie de Saint-Martin-la-Porte :

- le lundi 20 septembre 2021 de 9h00 à 12h00,
- le jeudi 7 octobre 2021 de 14h00 à 17h00,
- le vendredi 22 octobre 2021 de 13h30 à 16h30.

- ➔ 15 personnes dont les représentants de 2 associations se sont présentées lors de mes permanences et m'ont exposé leurs observations.
- ➔ 75 observations ont été consignées sur les registres d'enquête mis à la disposition du public (73 sur le registre en mairie de Saint-Martin-la-Porte et 2 (2 lettres annexées) sur le registre en mairie de Montricher-Albanne).
- ➔ 125 contributions (dont 2 pétitions de respectivement 421 signataires défavorables au projet et 603 favorables au projet) ont été déposées sur le site internet dédié de la préfecture.

L'enquête publique s'est terminée à l'expiration du délai prévu, le 22 octobre 2021 à 16 heures 30, les registres d'enquête ont été clos et paraphés par mes soins.

J'ai pris un contact informel avec le responsable du chantier TELT de Saint-Martin-la-Porte afin d'avoir des éléments sur les éventuels besoins du chantier dans les années à venir.

Chapitre 4 - Compte-rendu et examen des observations recueillies

(Les observations du commissaire-enquêteur sont portées en italique)

A – Auditions lors de mes permanences

1- Audition du **“Collectif contre la réouverture de la carrière Calypso”** représenté par 3 personnes : Mme Gros Chantal, habitant en face de la carrière, Mme Clément Odile, habitant au Mollardurand et M. Rouchon Roger, habitants de Saint-Martin-la-Porte qui m'ont fait les observations suivantes:

1-1 Le “Collectif” représente 80% de la population de Saint-Martin-la-Porte attestés par la signature d'une pétition contre la réouverture de la carrière Calypso,
Comme le signale le demandeur dans son mémoire en réponse, la pétition des habitants de Saint-Martin-la-Porte a été réalisée en 2017 sur les bases du dossier initial qui ne prévoyait pas la

descente des matériaux par “puits plein”, technique qui doit permettre de réduire considérablement les nuisances de bruit et d’envol de poussières.

1-2 Ils n’ont aucune confiance dans les engagements de la société Vicat puisque :

1-2-1 Vicat n’a pas procédé à la remise en état de la carrière à la fin de la précédente autorisation d’exploitation qui expirait en 2011 et comme cela était prévu dans l’arrêté préfectoral d’autorisation,

Vicat est en attente d’une nouvelle autorisation d’exploitation qui rendrait inutile une remise en état provisoire; les garanties financières liées à cette remise en état sont toujours actives (voir le mémoire en réponse du demandeur).

1-2-2 Vicat n’a pas procédé à la démolition du bâtiment des fours à chaux inutilisé depuis plusieurs décennies et potentiellement pollué à l’amiante,

1-2-3 Vicat est à l’origine de l’utilisation de granulats inappropriés à l’origine de la fourniture des “bétons pourris de Maurienne” dans les années 2000 qui est à l’origine de nombreux désordres et a nécessité la démolition et la reprise de nombreux projets.

Ces granulats impropres à la fabrication de béton car engendrant une réaction à moyen terme n’étaient pas issus de la carrière.

1-3 Ils estiment que la réouverture de la carrière n’est pas utile puisque elle est fermée depuis 2011 et que cela n’a pas engendré de pénurie de matériaux; la carrière Apprin à Saint-Jean-de-Maurienne se dit à même de satisfaire 80% de la demande locale.

C’est l’extraction de matériaux qui est arrêtée depuis 2011 et depuis, la carrière traite les stocks restant disponibles et les produits des curages de l’Arc.

1-4 Ils redoutent le trafic et donc les nuisances sonores engendrées par le trafic généré par le stockage des matériaux inertes qui n’est justifié à leurs yeux que par le seul soucis pour l’entreprise Vicat de “faire du fric”.

Le traitement pour réemploi ou mise en dépôt définitif des matériaux inertes doit pouvoir se faire dans un endroit adapté comme une carrière en activité permettant la remise en état du site.

1-5 Le site est concerné par 40 espèces protégées de faune et de flore et l’étude d’impact conclut à un impact du projet négligeable ce qui paraît tout à fait improbable.

L’étude d’impact est particulièrement documentée et s’appuie sur des observations nombreuses et ne met pas en évidence des effets graves pour des espèces protégées. (Voir le mémoire en réponse du demandeur).

1-6 La réouverture de la carrière va entraîner une dévalorisation importante de l’immobilier de Saint-Martin-la-Porte.

1-7 Les horaires d’activité prévus : 7 heures/20 heures y compris le samedi sont inacceptables. *Dans son mémoire en réponse, le demandeur propose les horaires de 7h-12h et 13h30-17h pour les livraisons et 7h-17h pour l’exploitation, site fermé les W-E et jours fériés.*

1-8 Le défrichement de 1,3 hectares doit être compensé par la recréation de zones boisées lors de la remise en état mais cette remise en état ne se fera sans doute jamais et cela est incompatible avec l’objectif de protéger la planète.

1-9 Le dossier fait état de la distance de 1,4 km entre la carrière et le village alors que les premières maisons sont à 800 mètres seulement.

1-10 Il s’agit d’une réouverture de carrière et non d’un renouvellement d’autorisation d’exploiter puisque la carrière est fermée depuis 2011 et que le site ne sert depuis que pour le stockage et le concassage.

1-11 Pourquoi et en quoi le dossier n’est-il pas soumis à la législation la plus récente ?

1-12 Comment peut se justifier un rythme de production moyen de 500 000 T/an alors que les besoins locaux sont de 100 000 T/an ?

1-13 Que se passera-t-il si le puits de descente des matériaux se bouche ?

1-14 Le puits ne semble opérationnel que jusqu'à la cote de 850 mètres, que se passe-t-il au-dessous ?

1-15 Le diamètre du puits est annoncé entre 2 et 5 mètres, cela semble très approximatif et peu précis à ce stade où les études devraient conduire à des caractéristiques précises.

1-16 La solution du puits pour la descente des matériaux a été évoqué lors de la réunion de février 1997 et elle n'avait pas été retenue pour les nuisances sonores générées en partie haute.

1-17 Les nuisances sonores existantes dues aux réseaux de transport (autoroute, route nationale, voie ferrée), aux chantiers (tunnel du Lyon-Turin) et aux usines sont déjà très importantes et il est impensable d'en ajouter de nouvelles.

1-18 La Maurienne est sacrifiée aux projets nationaux et internationaux puisque le chantier du tunnel Lyon-Turin nécessitera la construction de 4 nouvelles bandes transporteuses de matériaux d'excavation dès 2022.

1-19 La réouverture de la carrière est en complète contradiction avec l'image touristique que veut se donner la Maurienne (plus grand domaine cyclable de France).

2- Audition de Mme Berdoulat Jézabel, adjointe au maire de Saint-Martin-la-Porte, chargée du cadre de vie et de l'environnement et de M. Clocher Bertrand, habitants de Saint-Martin-la-Porte depuis 12 ans à Mollardurand. Ils me font part de leur inquiétude et de leur appréhension pour leur qualité et leur cadre de vie qui risquent d'être bouleversés par le projet.

2-1 Quelles garanties d'efficacité des conditions d'exploitation peut-on avoir alors que précédemment l'exploitant ne respectait pas ses engagements en ce qui concernait l'exploitation qui devait se faire uniquement par temps de pluie?

2-2 Quels contrôles du respect des engagements seront faits?

2-3 La durée d'exploitation demandée de 30 ans est très longue et entraîne une forte dépréciation de l'immobilier.

2-4 Saint-Martin-la-Porte subit déjà les nuisances du chantier du TELT (vue, poussières, bruit, lumières), c'est un village sacrifié.

2-5 La production de base de la carrière est de 100 à 150 000 T/an et pourrait s'élever à 500 000 voire exceptionnellement 800 000 T/an ce qui est incompréhensible en dehors des besoins du TELT, qu'en est-il de ces besoins?

2-6 La réouverture de la carrière et le défrichement qu'elle implique sont en complète contradiction avec la protection de l'environnement, les ZNIEFF, les contraintes architecturales, le tourisme

2-7 Il y a donc un faisceau de nombreux éléments qui vont à l'encontre de la réouverture de la carrière.

3- Audition de M. Rouchon Roger déjà entendu précédemment pour le "Collectif contre la réouverture de la carrière de Calypso" qui déplore que les observations déposées sur le site internet dédié de la préfecture restent bloquées une semaine avant d'être annexées au registre d'enquête en mairie.

4- Audition de Mme Guery Martine et M. Jus Bernard, habitants de La Porte.

4-1 Ils sont totalement opposés à la réouverture de la carrière.

4-2 La faune sauvage n'a pas été correctement évaluée.

4-3 Le nombre de poids lourds supplémentaires sera important.

4-4 La carrière est en contradiction avec le souci écologique.

4-5 La piste d'accès est devenue dangereuse (chute de pierres).

4-6 Les nuisances dues au chantier du TELT sont déjà énormes auxquelles il faut ajouter celles des usines de Saint-Jean-de-Maurienne et Montricher-Albanne.

Ils donnent un avis défavorable au projet.

5- Audition de M. Boucault Daniel habitant Saint-Martin-la-Porte.

5-1 Il est totalement opposé à la carrière.

5-2 La vocation des habitants de Saint-Martin-la-Porte n'est pas de supporter les nuisances des chantiers et des carrières.

5-3 Il souhaite que le cadre de vie soit protégé pour les habitants actuels et les générations futures.

5-4 Il est prêt à se mobiliser pour empêcher cette ouverture de carrière.

6- Audition de Mme Collombet Annie, co-présidente de l'association "Vivre et agir en Maurienne" qui m'a également remis une lettre de 3 pages qui expose la position de l'association:

6-1 "La carrière va engendrer une activité climaticide qui ne répond pas aux objectifs gouvernementaux" : - le calcaire extrait servira principalement à la fabrication de béton peu isolant dans le bâtiment,

- le béton est un matériau dont la production est des plus polluantes et devrait voir son utilisation réservée à certains usages où il ne peut pas être remplacé.

6-2 "Vicat est une société peu fiable" : L'entreprise n'a pas réalisé la remise en état de la carrière et les pouvoirs publics n'ont pas pris les moyens de faire respecter l'arrêté préfectoral. D'autre part, cette société est à l'origine de la vente des "bétons pourris" qui ont occasionné de graves préjudices et ont conduit à de nombreuses démolitions.

6-3 La carrière sera "destructrice de biodiversité" : le projet se trouve dans une ZNIEFF de type 1, réservoir de biodiversité et corridor écologique d'importance régional au Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE). 16 hectares seront amputés du parc communal de Montricher-Albanne et de nombreuses espèces animales seront durablement affectées.

6-4 "Un village sacrifié, le trafic local perturbé" La commune subit déjà de nombreuses et importantes nuisances dues au chantier du TELT et aux nombreux trafics et usines et le projet ferait baisser de 30% la valeurs des maisons selon les agences immobilières. De plus, le projet engendrerait un trafic de 120 rotations de PL (240 passages soit 3 toutes les 10 minutes) franchissant la RD 1006 à un endroit particulièrement dangereux et qui ralentirait le trafic local.

En conclusion, l'association émet un avis défavorable à ce projet "toxique et de nocivité publique" car l'activité projetée est en contadiction avec les objectifs à respecter pour la survie de la planète.

7- Audition de M. Clappier Pascal, habitant de Saint-Michel-de-Maurienne et de Valloire et conseiller municipal de Valloire.

7-1 Les carrières de Saint-Jean-de-Maurienne et de Modane sont suffisantes pour répondre aux besoins de la Maurienne y compris les chantiers exceptionnels et la réouverture de la carrière de Calypso ne pourra que fragiliser les carrières existantes.

7-2 Le trafic routier nouveau engendré par la carrière s'élèvera à 150 camions par jours.

7-3 La démarche de promotion du tourisme en cours avec d'importants fonds publics sera fortement contrée par les nouvelles nuisances dues à la carrière.

7-4 Le bruit des concasseurs qui sera permanent constituera la nuisance sonore la plus importante pour les habitants vivant à proximité.

7-5 Il n'y aura pas d'emplois nouveaux créés puisque ceux de la nouvelle carrière qui seront créés entraîneront des suppressions de postes dans les carrières existantes.

7-6 La carrière est sur un site "Seveso" des friches industrielles Péchiney qui constitue un risque sanitaire et environnemental.

En conclusion, il est totalement opposé à la réouverture de la carrière.

8- Audition de M. Ratel Guy, maire de Saint-Martin-la-Porte qui me remet la délibération du conseil municipal qui rappelle les principaux éléments négatifs du projet (la commune n'a aucune confiance dans la société Vicat, l'absence d'intérêt général du projet, l'absence de maîtrise foncière du site, l'insécurité de la piste d'accès, les graves nuisances et inconvénients, l'opposition généralisée de la population) et émet un avis très défavorable à la réouverture de la carrière et valide l'avis détaillé du conseil municipal qui constate que le dossier présenté par Vicat minimise les impacts de la carrière et contient de nombreuses imprécisions, erreurs et incohérences et détaille les 6 thèmes de leur oppositions énumérées ci-dessus.

9- Audition de M. Francomme Steve, habitant Saint-Martin-la-Porte.

9-1 Il craint que la réouverture de la carrière ne génère de la pollution atmosphérique et sonore qui viendront grandement dégrader la qualité de vie qu'il est venu chercher en s'installant ici.

9-2 Il craint la dévalorisation de son bien immobilier.

En conclusion, il est défavorable au projet de réouverture de la carrière.

10- M. Jackowiak, habitant du quartier de la Gide, m'a remis une lettre de 2 pages signée également de Mme, dans laquelle il développe ses arguments concernant :

10-1 Les nuisances sonores provenant de diverses sources qui affectent son habitation et qui ne sont pas correctement évaluées.

10-2 La génération de poussière qui n'est pas évaluée lors des tirs de mine qui pourront être très nombreux (jusqu'à 24 tirs par jour).

10-3 Les nuisances visuelles et les vibrations sont mal modélisées puisque la distance aux premières habitations est de 685 mètres et non de 1,4 km.

10-4 Le trafic routier généré par l'exploitation s'élèvera jusqu'à 120 rotations par jour de PL soit un passage toutes les 3 minutes, d'où un impact fort sur le trafic de la RD 1006 et des nuisances sonores, visuelles et atmosphériques supplémentaires.

En conclusion, il conteste les données du dossier et souhaite que ne soit pas autorisée la réouverture de la carrière contre l'avis général de la population concernée.

11- Nouvelle audition de M. et Mme Gros. Mme Gros me rapporte que les avis en faveur de la carrière émanent pour beaucoup d'employés de la société Vicat. Elle me remet une liste de 8 personnes ayant déposé favorablement au projet (contributions n° 29, 33, 39, 34, 38, 37, 40, 41 sur le site internet dédié) et qui sont formulées par des employés de Vicat trouvés par un moteur de recherche sur internet.

B- Documents remis lors de mes permanences

1- Document remis le 20/09/21 par le "Collectif contre la réouverture de la carrière de Calypso" : ensemble de documents et courriers concernant le traitement des nuisances liées aux poussières et au bruit en 1996 et 1997, ainsi qu'une lettre de 2006 de la commune de Saint-Martin-la-Porte.

2- Document remis le 20/09/21 par le "Collectif contre la réouverture de la carrière de Calypso" : 12 planches de photos montrant:

2-1-1 la poussière générée par l'exploitation de la carrière en 1996, 1997, 2007,

2-1-2 l'impact visuel de la carrière depuis les premières habitations de Saint-Martin-la-Porte,

2-1-3 une citerne abandonnée dans la forêt,

2-1-4 les anciens fours à chaux en ruine sur le site.

3- Document remis le 20/09/21 par le “Collectif contre la réouverture de la carrière de Calypso” : l’affiche éditée et diffusée dans l’ensemble de la Maurienne contre la réouverture de la carrière de Calypso.

4- Document de 41 pages remis par Mme Gros Chantal habitant Saint-Martin-la-Porte dans lequel elle passe en revue l’ensemble de l’étude d’impact et pour tous les éléments qui sont présentés et lui paraissent erronés ou discutables, elle fait ses observations et pose des questions. Ses remarques et questions sont sensiblement celles recueillies lors de l’audition A1 du “Collectif contre la réouverture de la carrière de Calypso” dont elle fait partie et dont elle était une représentante lors de son audition.

5- Document de 3 pages remis par l’association “Vivre et Agir en Maurienne” (voir audition n°6 ci-dessus).

6- Délibération et avis du conseil municipal de Saint-Martin-la-Porte (voir audition n° 8 ci-dessus)

C - Observations dans les documents reçus sur le site internet dédié de la préfecture

1 – Mme Clément-Piotto Aline a communiqué ses observations dans un document de 4 pages et 4 annexes ; elle fait les observations suivantes:

1-1 Contrairement à ce qui est affirmé dans le résumé non technique de l’étude d’impact qui évoque un accès rapide et facile au réseau routier, elle observe que la sortie de la carrière via le Pont Pallier est dangereuse car située derrière une courbe et donc sans visibilité pour les camions qui se dirigent vers l’aval.

1-2 Pourquoi un volume d’exploitation de 800 000 T/an pendant 15 ans pour des chantiers exceptionnels, que sont ces chantiers sachant que le TELT ne fait pas mention de besoins extérieurs et que la carrière Apprin est en capacité de fournir 800 000 T/an?

1-3 Les premières habitations de Saint-Martin-la-Porte sont situées à 800 m de la carrière et non à 1,4 km comme écrit dans le dossier.

1-4 La carrière n’est pas en activité depuis 2011 (autorisation de 15 ans de 1996 à 2011)

1-5 Le schéma d’exploitation page 29 de l’étude d’impact semble indiquer que le puits ne sera plus opérationnel au-dessous de la cote 850, comment l’exploitation va-t-elle se poursuivre alors ?

1-6 Les modes d’exploitation des phases 5 et 6 ne sont pas explicités et ne font pas l’objet de schéma.

1-7 Les transferts de matériaux par bandes transporteuses génèrent du bruit et de la poussière même quand ces bandes sont capotées comme celle du TELT, ce qui n’est pas évoqué par Vicat.

1-8 Les systèmes de brumisation évoquer pour lutter contre l’envol de poussières ne sont pas explicités et détaillés.

1-9 Le projet est inclus dans une ZNIEFF et à proximité de plusieurs autres où vivent notamment plusieurs espèces d’oiseaux susceptibles d’être dérangé par le bruit alors que les impacts sont jugés “négligeables”.

1-10 Le dossier affirme que “l’enjeu sur l’environnement du secteur est donc très faible” alors que la vue dégradée, le bruit et les poussières seront inévitables pour une exploitation qui pourra s’effectuer de 7 h à 20 h et même le samedi matin.

1-11 Le dossier affirme que “l’enjeu sur la qualité de l’air est négligeable” alors que une étude récente indique “qu’en hiver, les limites journalières pour le NO2 et les particules PM10 peuvent être dépassées”, les pollutions engendrées par l’exploitation et le transport des matériaux ne pourront que dégrader encore la qualité de l’air .

1-12 La piste d’accès au carreau supérieur sera sans doute empruntée toute la journée générant des nuisances supplémentaires (bruit, poussière).

Elle émet un avis très défavorable à la réouverture de la carrière de Calypso.

Les autres avis défavorables reprennent sensiblement les mêmes arguments;

Les avis favorables mettent en avant l’existence et la proximité de la carrière avec la demande qui permettra une moindre pollution dans le reste de la vallée.

Ces avis sont récapitulés dans le tableau ci-après.

Tableau récapitulatif des contributions reçues sur le site internet dédié (125)

N°	Nom	Défiance/ Vicat	Inutilité	Nuisances/ habitants	Nuisances/ nature	Contre tourisme	Avis favorable	Avis défavorable
C1	Clément-Piotto Aline		x	x	x			x
C2	Gros Chantal	x	x	x	x	x		x
C3	Bolliet Denis Bolliet Jeannine			x				x
C4	Rouchon Roger	x	x	x	x	x		x
C5	Rouchon M. Jo	x		x	x			x
C6	Ratel Martine			x				x
C7	Clément Odile	x		x	x			x
C8	Turon Lydie			x	x	x		x
C9	Charvin Françoise	x	x	x	x	x		x
C10	Gros Clément			x	x			x
C11	Gros Jules			x				x
C12	Bernard Alain	x		x				x
C13	Gros Hervé	x	x	x	x	x		x
C14	Gros Gérard			x				x
C15	Krachewski Alain			x				x
C16	Bois Gilbert, Jeanette							x
C17	Suppo Fanny			x	x			x
C18	Bois Antonio						x	
C19	Prévost Olivier, Sophie, Julien, Emma			x		x		x
C20	Gros Elisabeth			x		x		x
C21	Albrieux Chantal			x	x			x
C22	Rouchon Roger		x	x	x			x

C23	Wackerman Pierre Mauro Maurienne						x	
C24	Pétition Collectif 421 signataires							x
C25	Vignement Gaspard						x	
C26	Rodriguez Nicole	x	x	x	x	x		x
C27	Piotto Laurélia		x	x	x			x
C28	Caraz Christiane			x	x			x
C29	Dubuy Nicolas						x	
C30	Savoie Gérard			x	x	x		x
C31	Deléglise Lucie			x				x
C32	Piotto Lionel	x	x	x				x
C33	Cavalier Fanny Lagache Thomas						x	
C34	Damevin Maxime						x	
C35	Rougeaux Jean-Pierre Maire de Valloire						x	
C36	Calletti T. CGM						x	
C37	Charbonneau Stéphane						x	
C38	Michallet Guillaume						x	
C39	Bathier Patricia						x	
C40	Espinasse Benoit						x	
C41	Guillemein Hervé						x	
C42	Albrieux Gabriel et Marcelle			x		x		x
C43	Rojon Frédéric						x	
C44	Vernet Jean						x	
C45	Rojon Frédéric(id C43)							
C46	Magnin Yves			x				x
C47	Molle Alex						x	
C48	Meus Guido "la Dauphinelle"				x			
C49	Terraz Lionel						x	
C50	Chappaz Jean-Pierre						x	
C51	Michel Zablocki						x	
C52	Clément Rachel			x	x	x		x
C53	Peltier Jean Escoffier Julie			x		x		x
C54	Chaux Raphaël						x	
C55	Borin Julien	x	x	x	x	x		x

C56	Blumet Claude		x	x				x
C57	Souchon Réjane			x	x			x
C58	Turon Jérémy		x	x	x	x		x
C59	Perroud Aurore							x
C60	Duplan André			x	x	x		x
C61	Verly Jean						x	
C62	Noailly Christine						x	
C63	Bois Françoise	x	x	x	x	x		x
C64	M. Bounoua						x	
C65	M. Van Der Leest			x	x	x		x
C66	Plaisance Christelle		x	x	x	x		x
C67	Chevallet Nathalie						x	
C68	Faure Philippe						x	
C69	Courtadon Nathalie						x	
C70	Ternat Jean-Marc						x	
C71	Sorez Hugues						x	
C72	Legay Laurent						x	
C73	Malo Francis						x	
C74	Vidal Gil						x	
C75	Guiguet Catherine						x	
C76	Carraz Nathalie						x	
C77	Tichadou Gilles						x	
C78	Navoret David						x	
C79	Gardette Aubry						x	
C80	Didier Mickaël DJTP , BSM						x	
C81	Raynaud Michel			x	x			x
C82	Girard-Reydet Jean						x	
C83	Mamet Sébastien						x	
C84	Venon Stéphane						x	
C85	Balme Pierre						x	
C86	Boilevin Bertrand						x	
C87	Perrichon Johan						x	
C88	Mathey Marc						x	
C89	Vincent Jean-Michel						x	
C90	Gallifet G.						x	
C91	Bernard Maxime		x	x	x			x
C92	Perez David						x	

C93	Bois M.T.						x	
C94	Bureau Eric						x	
C95	Rats Johan Salomon Justine			x	x			x
C96	Bernard Florent			x	x			x
C97	Bessette Laetitia						x	
C98	de Saivre Anne-Marie			x	x	x		x
C99	Parmentelat Adrien		x					x
C100	Paccard Joseph						x	
C101	Mangan Julien						x	
C102	Chereau Camille						x	
C103	Clack Jonathan		x		x			x
C104	Cazal Mathilde						x	
C105	“Vivre et agir en M.”	x		x	x			x
C106	Bernard Nicole	x		x				x
C107	Strievi M.-J.			x	x			x
C108	Dutriévoz Xavier						x	
C109	Salleave Damien Ratel Julie	x	x	x				x
C110	Gontier Christophe						x	
C111	Troccaz Antonin			x				x
C112	Cadoux Stéphane						x	
C113	Pétition Vicat 603 signataires						x	
C114	Serret Pierre-Jean						x	
C115	Vernet Coralie			x				x
C116	Bérenger Christophe						x	
C117	Noraz Martine			x		x		x
C118	Jackowiak M. et Mme			x				x
C119	Gibbe Olivier						x	
C120	Capretti Daniel						x	
C121	Mansoutre Sandrine						x	
C122	Dumont-G. Pascale						x	
C123	Clément Alexandre	x	x	x		x		x
C124	Verbeke Charlène			x	x			x
C125	Fourreau Jean						x	

Ces 125 contributions dont 2 pétitions ont été déposées par 131 personnes et 2 associations

D -Observations consignées dans les registres mis à disposition du public en mairies**Tableau récapitulatif des dépositions sur les registres d'enquêtes (75)**

N°	Nom	Défiance/ Vicat	Inutilité	Nuisances/ habitants	Nuisances / nature	Contre tourisme	Avis favorable	Avis défavorable
R1	Rouchon Roger	x	x	x	x			x
R2	Gros Chantal	x	x	x	x	x		x
R3	Clément Odile	x	x	x	x	x		x
R4	Clément-P. Aline	x	x	x	x	x		x
R5	Gros Charles	x	x	x	x	x		x
R6	Turon Lydie	x	x	x	x	x		x
R7	Rouchon M. Jo		x	x	x	x		x
R8	Plaisance A. et A-M			x	x	x		x
R9	Bouisset Julie Bernard Maxime			x	x	x		x
R10	Bernard Valérie Collombet Alain			x	x	x		x
R11	Collombet Marguerite Collombet Robert			x	x			x
R12	Duffau Laurent Lacroix Julie			x	x			x
R13	Disserbo Catherine Chappelaz Christophe			x	x	x		x
R14	Clément Benoit			x	x			x
R15	Humbert Chantal Humbert Christian			x	x	x		x
R16	Traynard M. Thérèse			x	x	x		x
R17	Charvin Françoise	x	x	x	x			x
R18	Bernard Alain Bernard Andrée	x	x	x	x	x		x
R19	Gavroy Jacques Gavroy Laurence	x		x	x			x
R20	Magnin Bernadette			x	x			x
R21	Chaumoz Ginette, Gilbert, Cédric			x				x
R22	Rouchon Roger		x					
R23	Boucault Daniel			x	x			x
R24	Piotto Lionel	x		x	x			x
R25	Guery Martine			x	x	x		x
R26	Jus Bernard	x	x	x	x	x		x

R27	Borin Pascal Borin Pascale			X	X	X		X
R28	Bois Emilie			X	X	X		X
R29	M.Mme Gros Philippe			X	X	X		X
R30	Rostaing Marie-Josée Rostaing Joseph			X				X
R31	Bois Aimée			X				X
R32	Valet Fred, Nicole			X	X			X
R33	Combet Christelle			X	X			X
R34	Bois Marcel, Dominique			X	X	X		X
R35	Merlier Joël, Patricia		X	X	X			X
R36	Rech Bruno	X	X	X	X			X
R37	Deléglise Gisèle, Jean-Pierre			X	X	X		X
R38	Bernard Lydie			X				X
R39	Ratel Guy, maire		X	X	X			X
R40	Berdoulat Jezabel adjointe Cadre de vie	X	X	X	X	X		X
R41	Charvin Bruno	X	X	X	X	X		X
R42	Tresch Céline	X	X	X	X	X		X
R43	Peltier Jean Escoffier Julie			X		X		X
R44	Rocton Jean	X		X	X			X
R45	Bois Françoise	X		X	X	X		X
R46	Clément Rachel			X	X	X		X
R47	Gonin Fabienne			X				X
R48	Gonin Pilou			X				X
R49	Magnin Marie-Hélène			X	X			X
R50	Clément Guy	X		X				X
R51	Clément Christine			X	X	X		X
R52	Clément Célestine			X				X
R53	Clément Henri			X				X
R54	Martin Bernard adjoint Travaux		X	X	X	X		X
R55	Bastien Lise			X				X
R56	Mme Mandara			X				X
R57	Rossero Bernard Rossero Claudine	X		X		X		X
R58	Clément Cyril		X	X	X	X		X

R59	Joly Karine			x	x			x
R60	Gautillon Maud			x	x			x
R61	Jouet Cécile, Brazy Rodolphe, Morgane			x	x			x
R62	Troccaz Bernadette Magnin Charles			x				x
R63	anonyme			x				x
R64	Borin Julien		x	x	x	x		x
R65	Menuel Elizabeth Menuel Gérard			x	x			x
R66	Paniz Ch.			x	x	x		x
R67	Bois Pierre Bois Madeleine			x	x	x		x
R68	Piotto Théo	x	x	x		x		x
R69	Association Patrimoine			x				x
R70	Excoffier Pierre	x	x	x				x
R71	anonyme			x		x		x
R72	anonyme			x				x
R73	Albrieux Hugues			x	x			x
R74	Rougeaux Jean-Pierre Maire de Valloire						x	
R75	Cometto Louis	x	x					x

Chapitre 5 - Examen du mémoire en réponse du demandeur

Suite à la remise de mon procès-verbal de synthèse des observations recueillies au cours de l'enquête à la société Vicat, celle-ci m'a communiqué un mémoire en réponse.

Ce document est annexé au présent rapport.

Il apporte des compléments et des réponses à toutes les observations que j'ai recueillies et qui sont détaillées dans le PV de synthèse et dans le présent rapport.

Par ailleurs, j'ai pris un contact informel avec le responsable du chantier TELT de Saint-Martin-la-Porte qui m'a indiqué que les éventuels besoins de TELT pour les 10 ans à venir se situeraient autour du million de tonnes avec des pointes de l'ordre de 100 000 t/an. Ces besoins ne sont pas certains et dépendront des possibilités de réutilisation des matériaux extraits.

Chapitre 6 - Synthèse des observations et réponses

Les principaux arguments mis en avant par les opposants à la reprise des activités de la carrière ainsi que par les personnes qui y sont favorables ainsi que les réponses qui peuvent y être apportées peuvent être synthétisés comme suit dans le tableau ci-après:

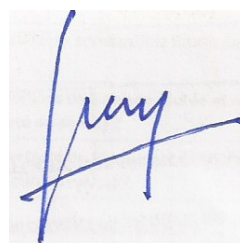
Arguments	Réponses
La demande qui porte sur un maximum exceptionnel de 800 000 t/an fait craindre des nuisances élevées pour une alimentation de bassins éloignés entraînant de plus un trafic PL longue distance important.	<i>La demande porte sur une production moyenne de 100 000 t/an sauf demande de chantiers exceptionnels de proximité. Les coûts de transport des granulats limitent fortement leur rayon de transport.</i>
Les carrières de proximité en activité permettent de satisfaire la demande locale, il n'y a pas de nécessité d'ouvrir d'autres carrières.	<i>La carrière de Calypso a continué à fournir le marché local ces dernières années (depuis 2011) en exploitant les stocks et les produits des curages de l'Arc. Les autres carrières du secteur n'ont pas de capacités d'extensions actuellement autorisées.</i>
Le trafic de poids lourds sera en forte augmentation avec ses nuisances (bruits, pollutions gaz et particules, risques d'accidents de la circulation)	<i>L'augmentation du trafic poids lourds sera effective mais restera dans une fourchette limitée qui ne devrait pas être émergente dans le contexte local. La pratique du double fret et l'évolution des motorisations des PL dans le futur (moteurs alimentés au biogaz ou à l'hydrogène) doivent permettre de diminuer les nuisances à court et moyen terme.</i>
L'impact négatif sur la faune et la flore sera important.	<i>L'étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale ne relèvent pas d'impacts mettant en danger vital aucune espèce de faune et de flore; les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts négatifs permettront de minimiser ces impacts.</i>
La remise en exploitation de la carrière va entraîner une dévalorisation de l'immobilier.	<i>Les mesures de limitation des nuisances doivent permettre à l'exploitation de rester "discrète" et de n'avoir que peu d'impact sur la valeur de l'immobilier.</i>
On ne peut pas avoir confiance en la société Vicat qui n'a pas respecté ses engagements par le passé.	<i>La société Vicat exploite de très nombreuses carrières en France et à l'étranger et doit respecter des législations très contraignantes qui doivent permettre de réduire de plus en plus les nuisances et de n'affecter que faiblement l'environnement naturel et humain. L'exploitant propose la mise en place d'une commission locale de concertation et de suivi (CLCS) afin de permettre une concertation permanente entre la population et les autres intervenants (préfecture, conseils municipaux, associations, exploitant,...)</i>
La remise en exploitation de la carrière est en contradiction avec le développement de l'activité touristique souhaitée.	<i>L'activité touristique est principalement localisée en altitude (stations, cols routiers, randonnées) et ne devrait pas être affectée par les activités de fond de vallée qui sont par ailleurs nécessaires à son développement.</i>
La reprise d'exploitation de la carrière de Calypso permettra de répondre à la demande locale et évitera l'acheminement de matériaux de carrières plus éloignées.	<i>C'est en effet un des aspects positifs du projet permettant une économie de transports et de toutes leurs conséquences.</i>
Le projet consiste à remettre en exploitation une ancienne carrière dont l'extraction a cessé mais qui a gardé toute sa logistique et qui pourra être remise en activité à moindre impact.	<i>C'est en effet un des aspects positifs du projet.</i>

-

Ces principaux arguments ne sont pas exhaustifs de tous les aspects évoqués par le public lors de l'enquête mais sont représentatifs des observations les plus fréquemment et fortement exprimées par les personnes qui ont participé à l'enquête. Le mémoire en réponse du demandeur joint au présent rapport apporte des réponses détaillées à toutes les observations recueillies.

La forte mobilisation des habitants de Saint-Martin-la-Porte est le témoin de leurs inquiétudes face à la perspective de voir leur environnement et leur cadre de vie fortement dégradés par la reprise de l'extraction et la possible importante augmentation de l'activité de la carrière de Calypso. Les pouvoirs publics doivent entendre ces inquiétudes et veiller scrupuleusement à la mise en oeuvre de toutes les mesures d'évitement et de réduction des nuisances prévues dans le dossier et qui doivent permettre à la carrière d'être très "discrète" dans l'environnement communal.

le 21 novembre 2021
Le commissaire-enquêteur,



Gabriel Rey